NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

122 N° 2 Avril-Juin 2000

L'apostolat des laïcs en France. D'une politique hexagonale aux impulsions romaines ou le ralliement au décret conciliaire de Vatican II

L. LALOUX

p. 211 - 237

https://www.nrt.be/fr/articles/l-apostolat-des-laics-en-france-d-une-politique-hexagonale-aux-impulsions-romaines-ou-le-ralliement-au-decret-conciliaire-de-vatican-ii-483

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

NRT 122 (2000) 211-237
L. LALOUX

L'apostolat des laïcs en France

D'UNE POLITIQUE HEXAGONALE AUX IMPULSIONS ROMAINES OU LE RALLIEMENT AU DÉCRET CONCILIAIRE DE VATICAN II

Défendue par des Français lors du Concile Vatican II, la conception restreinte d'un apostolat des laïcs, focalisé sur une Action catholique favorable à la politique de l'enfouissement, n'avait pu aboutir. De retour chez eux, les évêques français n'ont de cesse de faire triompher leur point de vue en 1967 et en 1969, année au cours de laquelle la liste des mouvements d'Action catholique est précisée. L'épisode qui consiste à privilégier officiellement la pastorale de l'enfouissement paraît être de courte durée. En 1975, la fin du mandat semble y mettre un terme. Elle coïncide avec le vent qui vient de Rome et qui donne un élan d'espérance aux tenants d'une annonce explicite de la foi. Une période établie sur de nouveaux fondements s'ébauche et se précise ensuite. L'évocation de ces mues successives demande à être davantage comprise en profondeur, pour qu'on saisisse au mieux les étapes du renouvellement de l'apostolat des laïcs qui s'opère, en France, depuis le Concile Vatican II[1].

I. – L'échec de la conception française de l'Apostolat des Laïcs

1. Interprétation hexagonale du décret Apostolicam actuositatem

Lors du Concile Vatican II, le cardinal Suenens propose de donner à l'Action catholique une définition large qui regroupe toutes les formes d'action des laïcs réalisées collectivement, en lien avec l'Église, à condition de se situer dans une perspective apostolique. Opposé à ce point de vue, le cardinal Liénart intervient pour que l'expression d'action catholique constitue une

1. Cf. L. LALOUX, *Les étapes du renouvellement de l'Apostolat des Laïcs, en France, depuis le Concile Vatican II*, thèse de doctorat en histoire, Université de Lille III, juin 1999, 850 p.

sorte de label déposé réservé à des mouvements spécifiques mandatés par les évêques pour exercer une mission en leur nom. Finalement, la conception large l'emporte et imprègne ainsi sa marque au décret *Apostolicam actuositatem* qui concerne spécifiquement les laïcs.

Toutefois, revenus chez eux, les évêques français veillent à mettre en application la politique définie par le prélat lillois. Dans sa déclaration du 15 novembre 1967, l'épiscopat proclame que «les évêques de France renouvellent *l'option pastorale ferme pour le type de présence* que représente, en France, *l'Action catholique* sous toutes ses formes»[2]. Deux ans après, le 24 juin 1969, le Conseil permanent de l'épiscopat publie une note, «afin de dissiper les malentendus» qui ont pu naître, dans laquelle il souligne: «L'Apostolat des laïcs en France apparaît, dans sa diversité, comme orienté par le type de présence inventé et vécu par l'Action catholique. C'est ainsi que l'Action catholique donne le ton, le sens de la marche, le style de présence. Les mouvements d'A.C. comme tels jouent un rôle de pilotes»[3]. Suit la liste des mouvements «authentifiés officiellement comme mouvements d'Action catholique»[4].

Constitué le 8 avril 1960 sous la houlette de Mgr Jacques Ménager[5], le Comité national de l'Apostolat des Laïcs (C.N.A.L.)[6] mettait déjà en avant l'Action catholique en lui accordant dix des quinze sièges de son bureau. Les autres étaient octroyés à quelques dizaines de mouvements chargés de déléguer cinq d'entre eux. En 1968, président de la *Légion de Marie*,

---

2. «Déclaration, orientations et résolutions de l'Assemblée plénière de l'épiscopat français sur les exigences missionnaires», dans *Doc. Cath*. 64 (1967) col. 2036-2037.

3. «Note du Conseil permanent (du 24 juin 1969) de l'épiscopat français sur l'Apostolat des Laïcs (Précisions sur les orientations de l'Assemblée plénière à Lourdes en 1967)», dans *Doc. Cath.* 66 (1969) 730-731.

4. *Action catholique des milieux indépendants*, *Action catholique ouvrière*, *Chrétiens dans le monde rural*, *Jeunesse indépendante chrétienne*, *Jeunesse indépendante chrétienne féminine*, *Jeunesse ouvrière chrétienne*, *Jeunesse ouvrière chrétienne féminine*, *Jeunesse étudiante chrétienne*, *Jeunesse étudiante chrétienne féminine*, *Action catholique universitaire*, *Jeunesse maritime chrétienne*, *Mouvement rural de la jeunesse chrétienne*, *Cœurs vaillants - Âmes vaillantes* (Action catholique de l'enfance), *Action catholique générale des hommes*, *Action catholique générale féminine*, *Mouvement des cadres chrétiens*, *Action catholique des membres de l'enseignement chrétien*, *Action catholique des milieux sanitaires et sociaux*.

5. Secrétaire général de l'Action catholique française.

6. Un changement d'appellation se produit ultérieurement et l'organisme devient: Comité français de l'Apostolat des Laïcs (C.F.A.L.).

Alain Guyot est élu pour assurer la direction du C.F.A.L. Pour la première fois, il s'agit de quelqu'un qui n'appartient pas au sérail de l'Action catholique. Certains membres n'apprécient guère. En ces circonstances, l'*Action catholique ouvrière (A.C.O.)* démissionne en prétendant qu'un déphasage existe entre son approche du monde ouvrier et celle du C.F.A.L. La *Jeunesse ouvrière chrétienne* lui emboîte le pas. Face à ces défections, les évêques évitent de trancher et laissent l'organisme coordinateur se désagréger. Cela tend à renforcer et à légitimer le choix initial effectué par l'*A.C.O.* Après l'échec d'une «instance nationale du laïcat», le C.F.A.L. se mue en 1970 en une «Équipe de liaison des laïcs» (E.L.L.), tout en perdant plusieurs de ses membres en commençant par des mouvements d'Action catholique spécialisés. L'hémorragie se poursuit et s'amplifie: de 1970 à 1975, les deux tiers des membres fondateurs de l'E.L.L. quittent l' organisme. Les départs successifs, du C.F.A.L. puis de l'E.L.L., s'expliquent par la volonté de se passer d'une instance de coordination perçue comme susceptible de brider des autonomies. Très fortement étiolée et avec une audience réduite, l'E.L.L. survit avec quelques mouvements dits d'apostolat et de spiritualité.

2. La séduction marxiste

Au cours des années 1960, plusieurs mouvements d'Action catholique se rapprochent des thèses marxistes, au point parfois de les épouser. Le *Mouvement rural de la jeunesse chrétienne* s'engouffre dans cette voie avec un intervenant comme le communiste Gilbert Mury lors de ses sessions ou avec des conseillers religieux tels le dominicain Paul Blanquart[7] et le salésien Giulio Girardi[8]. À propos de cette idéologie en vogue, des responsables

7. Il participe à la fondation de la publication d'extrême-gauche *Politique-Hebdo* dont il occupera le poste de rédacteur en chef-adjoint. «Je relève de la mouvance qualifiée d'extrême-gauche et, dans celle-ci, de la partie qui s'efforce de n'être pas marginale»; «Depuis le lycée, dans les années 50 et jusqu'en 1968, j'ai été un compagnon de route du P.C.»; «J'estime pouvoir me dire marxiste et chrétien, mais on peut me prendre pour un détraqué», déclare Paul Blanquart dans «Qu'apportons-nous de neuf à la gauche, à l'Église et aux autres?», dans *À gauche ces chrétiens...- groupuscules isolés ou mouvement d'avant-garde?*, *Autrement*, dossier trimestriel n° 8, 1977, p. 70-82.

8. Ordonné prêtre en 1955, Giulio Girardi a été consulteur du Secrétariat pour les non-croyants. Spécialiste du marxisme avant d'y succomber, il sera l'un des animateurs du mouvement *Chrétiens pour le socialisme*. En 1977, il sera suspendu *a divinis* par le Saint-Siège.

nationaux[9] reconnaissent avec quelques années de recul[10]: «On en a peut-être fait un absolu». En 1967, membre de l'*A.C.O.*, Jean-Louis Moynot entre au bureau national de la Confédération Générale du Travail (C.G.T.) qui est la courroie de transmission du parti communiste dans le domaine syndical. Lors de son conseil national d'avril 1970 à Amiens, la *J.E.C.* se définit comme «un lieu de confrontation entre une pratique marxiste et une pratique chrétienne toutes deux vécues par les mêmes militants»[11]. À cette époque, elle invite à lire les ouvrages de Feuerbach, Marx et Bakounine. Selon Daniel Delaveau: «Les militants maoïstes et trotskystes présents à l'intérieur en faisaient un lieu d'affrontement de chapelles et cherchaient à étendre leur influence en se servant du mouvement comme d'un réservoir de futurs militants pour leurs propres organisations. Une tentative d'O.P.A. sur la *J.E.C.* fut même tentée par la Ligue communiste au moment de la rencontre nationale de Dijon en 1972»[12].

Au sein de l'*Action catholique universitaire* (*A.C.U.*), l'engagement politique qui prime sur l'évangélisation s'inscrit dans la ligne du courant révolutionnaire. Sa rencontre nationale de 1971 s'adresse «en priorité aux étudiants (...) dont l'analyse utilisant pour la plupart des outils marxistes les conduit à penser que l'Université et la Société ne sont pas réformables. Pour eux, se placer pour une action dans le cadre de cette société revient à aménager un système qui restera aliénant. Ils se situent donc dans le courant révolutionnaire»[13]. L'année suivante en avril 1972, à Angers, le sujet de réflexion porte sur «Chrétiens dans la révolution»: «Le thème de cette rencontre était celui de la recherche d'une PAROLE commune de FOI pour des militants politiques 'révolutionnaires'»[14].

D'autres propos et engagements se multiplient en ce sens: la déclaration de l'appartenance de membres de l'*A.C.O.* «aux

9. De la période 1968-1972.

10. Dans *J.A.C./F. - M.R.J.C.: 1929-1979: 50 ans de notre mémoire*, supplément à *La Mèche*, 1980, p. 201.

11. D'après J.-P. SUEUR, «Quand nous avons, à la *J.E.C.*, découvert la lutte des classes», dans *Autrement* (cité *supra*, n. 7), p. 42-55.

12. D. DELAVEAU, «La *J.E.C.*: un instrument irremplaçable», dans *Recherches J.E.C.*, n° 28, 1979, p. 49-60. Daniel Delaveau est membre de l'équipe nationale de la *J.E.C.* de 1972 à 1975. Il en est le responsable national et le président de 1973 à 1975.

13. «Rencontre nationale à Dijon (15-18 avril 1971), organisée par l'*A.C.U.*», dans *Chrétiens dans l'université*, n° 4, mars-avril 1971, p. 34-35.

14. «Rencontre nationale *A.C.U.* (Angers - Avril 1972): Chrétiens dans la révolution», dans *Chrétiens dans l'université*, n° 4-5, mai-juin 1972, p. 10-17.

diverses organisations ouvrières représentatives»[15]; l'annonce rendue publique, lors d'une rencontre nationale de l'*A.C.O.* en 1971, de la participation d'une quinzaine de membres de l'*A.C.O.* d'Aix-en-Provence au parti communiste; en juillet 1972, l'approbation de la part de la *J.O.C.* et de la *J.O.C.F.* de la signature du «Programme commun de gouvernement» du parti socialiste, du parti communiste et du mouvement des radicaux de gauche; l'appui de l'*A.C.O.* à la candidature unique de la gauche lors de l'élection présidentielle de 1974[16]; le 1er juillet 1974, la présence de Georges Marchais[17] au rassemblement «Objectif 74»[18] qui réunit 40.000 jeunes de la *J.O.C.-J.O.C.F.*, en réponse à l'initiative du mouvement[19]; cette même année, *Chrétiens dans le monde rural* offre à ses militants une session sur la lutte des classes; l'organisation *Chrétiens marxistes* est créée en janvier 1975; quatre mois plus tard, *Vie nouvelle* affirme à l'issue de son conseil national que «La critique marxiste *purifie* et *affine* l'expression du personnalisme et de la foi en Jésus-Christ»[20]; en 1976, le rapport d'orientation de l'*Action catholique des enfants* innove avec un compartimentage par classes sociales et l'un des passages du texte

---

15. «Déclaration du Comité national français de l'Action catholique ouvrière (18 janvier 1970)», dans *Doc. Cath.* 67 (1970) 149. Ainsi, Henri Le Buan, secrétaire général de l'*A.C.O.*, est-il membre de la Confédération générale du travail (C.G.T.).

16. «(...) la campagne des élections présidentielles, dans laquelle les travailleurs sont partie prenante personnellement ou avec leurs organisations, apparaît comme l'espoir de tout un peuple en une vie plus humaine, un temps fort de leur unité, une étape vers la construction d'une société socialiste. C'est le sens que prend, pour les différents courants de la classe ouvrière, la candidature de la gauche» («Déclaration finale de la Xe rencontre nationale de l'*A.C.O.* 10-12 mai 1974», dans *Doc. Cath.* 71 [1974] 519.) Au sein de l'épiscopat, des voix confortent l'*A.C.O.* dans son choix politique. Ainsi, l'évêque de Châlons-sur-Marne, Mgr Lucien Bardonne fait-il reproduire cette déclaration finale du mouvement dans son bulletin diocésain *Foi et Vie* du 7 juin 1974.

17. Secrétaire général du parti communiste français. Lors de sa venue, il est acclamé par des jocistes. Une trentaine d'entre eux entonnent l'«Internationale» avec le poing levé. La «Jeune Garde» et le «Drapeau rouge» sont aussi chantés.

18. Mgr Léon-Arthur Elchinger constate: «Au grand rassemblement de la *J.O.C.*, à Paris, 'Objectif 74', la messe — ce qu'on a appelé la messe — ce n'était pas une messe, à mon avis, c'était une liturgie catéchuménale, bien qu'on y ait distribué le pain consacré. Ce n'était pas une messe parce que la dimension verticale manquait totalement» (d'après M. LÉONARD, *Michèle Léonard interroge Mgr Léon-Arthur Elchinger. La liberté d'un évêque*, Paris, Centurion, 1976, p. 167).

19. G. MARCHAIS: «C'est avec plaisir que notre Parti a répondu à l'invitation de la *Jeunesse ouvrière chrétienne* à participer à son rassemblement national pour en suivre les travaux», dans *L'Humanité*, 2 juillet 1974.

20. D'après J.-P. SUEUR, «Quand nous avons...» (cité *supra*, n. 11), p. 42-55.

indique que la branche ouvrière opère le choix d'une société de type socialiste; cette même année, pour la première fois, deux nouveaux membres de l'équipe nationale de l'*Action catholique des enfants* et deux autres de celle de l'*Action catholique ouvrière*[21] appartiennent au parti communiste[22]; en 1978, Porte de Pantin à Paris, se déroule le congrès de l'*Action catholique générale féminine* où des membres de l'équipe nationale défilent sur l'estrade, bannières rouges en tête, en entonnant le «chiffon rouge»; en 1978 également, les paroles de l'Internationale figurent dans le livret de chants du rassemblement national de la *Jeunesse ouvrière chrétienne*; le rapport d'activité présenté lors de la XIII[e] rencontre nationale de l'*A.C.O.*, en 1983, s'intitule «Être croyant et au Parti communiste» et il affirme: «il est possible de vivre et de lutter comme chercheurs de Dieu et comme marxistes...»[23].

Dès novembre 1974 en Assemblée plénière de l'épiscopat, Mgr Albert Decourtray (Dijon) intervient vigoureusement pour alerter ses pairs sur la séduction du marxisme qui frappe certaines organisations catholiques[24]. D'autres évêques comme Mgr Léon-Arthur Elchinger (Strasbourg), Mgr Pierre Boillon (Verdun) ou Mgr Gabriel Matagrin (Grenoble) mettent aussi en garde contre ce type de séduction politique ou idéologique. Ils demeurent peu écoutés à l'époque.

3. Problèmes d'identité

En 1973, à l'époque où le Conseil permanent de l'épiscopat se pose la question de supprimer le sigle «Action catholique» pour

---

21. Président de la Commission épiscopale du monde ouvrier, Mgr Michel Vial (évêque de Nantes de 1966 à 1982) estime à propos de ces deux dirigeants de l'*A.C.O.* que leur «présence et confiance au P.C.F. peut être une manière de remplir la mission de l'Église: *servir la rencontre du plus grand nombre avec Dieu*» (cf. M. VIAL, dans *Informations catholiques internationales*, 15 juin 1977, p. 11-13).

22. À cette époque-là, en 1976, Mgr Guy Riobé (évêque d'Orléans de 1963 à 1978) déclare: «Je ne veux pas rester sourd à l'"Appel des communistes aux chrétiens de France"».

23. «Être croyant et au Parti communiste», dans *Rapport d'activité - XIII[e] rencontre nationale de l'A.C.O. à Marseille (13-14-15 mai 1983)*, p. 26.

24. Le 2 janvier 1990, alors qu'il est archevêque de Lyon, Primat des Gaules et président de la Conférence des évêques de France, il déclare aussi à propos du marxisme: «dans un souci de maintenir la communion avec les plus engagés, on s'est laissé entraîner à une certaine connivence» (interview publiée dans *Le Figaro* du 5 janvier 1990).

certains mouvements, Mgr Roger Tort[25] constate que le sens de l'Église paraît bien peu pris en considération par les dirigeants du *Mouvement rural de la jeunesse chrétienne*: «en poursuivant longtemps le dialogue, on arrive à faire réapparaître de temps en temps à leur conscience quelques traces de ce que nous appellerions 'l'orthodoxie catholique'»[26]. La nature profonde d'un mouvement de l'Église catholique semble souvent difficile à définir. En 1976, lors de leur rencontre nationale, les responsables de l'*Action catholique des enfants* déclarent: «L'*A.C.E.* est le mouvement de tous les enfants, bien portants ou handicapés, malades, immigrés, croyants ou non croyants, ou de religions différentes, qui s'adresse à eux selon qu'ils soient du monde ouvrier, des milieux indépendants, du monde rural»[27]. De telles perspectives supposent de prendre en charge et d'accompagner des incroyants et d'autres appartenant à des religions non chrétiennes, notamment des musulmans. À cette époque, l'annonce de la foi chrétienne s'atténue et le mouvement connaît une vive hémorragie. Ses effectifs passent de 170.000 membres en 1979 à 70.000 en 1985. Lors du congrès de 1978 de l'*Action catholique générale féminine*, l'homélie prononcée par Mgr Louis Simonneaux, évêque de Versailles, lors de l'eucharistie, suscite de vives réactions. À plusieurs reprises, il est pris à partie par des membres de l'assemblée vociférant des huées à son égard, tout particulièrement quand l'évêque déclare: «Vous êtes un Mouvement d'Action Catholique... Au nom de mes Frères Évêques, et sur leur invitation expresse, je vous recommande d'être 'catholiques'...»[28].

Au cours des années 1980, d'autres mouvements rencontrent des problèmes pour se définir. La *J.E.C.* est «un mouvement ouvert à toutes les convictions et permettant la confrontation de toutes les opinions sur la Foi et l'Église»[29], affirme un tract de l'organisation. «Des célébrations bâties à partir des expériences vécues rejoignent le 'C' de la *J.E.C.* note, en termes diploma-

25. Évêque de Montauban de 1970 à 1975.

26. R. TORT, dans *Conférence épiscopale de France*, Assemblée plénière 3-10 novembre 1973, p. 224.

27. Cité dans V. FEROLDI, *La force des enfants - Des Cœurs vaillants... à l'A.C.E.*, Paris, Éd. Ouvrières, 1987, p. 296.

28. L. SIMONNEAUX, «Homélie», dans *Lettre aux équipes diocésaines de l'A.C.G.F.*, n° 28, décembre 1978, p. 9-15.

29. Extrait du tract de la *J.E.C.* pour son rassemblement national qui a réuni 200 membres du 7 au 9 avril 1983 à Lyon. Cité dans *La Lettre*, n° 296, juin 1983, p. 21.

tiques, la journaliste Isabelle de Wazières[30] en 1986. Elle ose cependant ajouter à propos de l'encadrement de l'association[31]: «les animateurs, s'ils veulent convaincre, doivent vivre ce qu'ils proposent». Membre de l'équipe nationale, Pierre Laurent déclare en 1991[32]: «la *J.E.C.* a toujours soutenu la *pluralité confessionnelle* au sein de son mouvement, voire même en y associant des gens qui se disaient athées, nihilistes, incroyants — aujourd'hui on se rend compte que c'est important»; «la notion d'évangélisation nous gêne». Membre de l'équipe nationale des *Guides de France*, Brigitte Clermont-Chardot évoque l'existence d'«unités uniquement composées de guides musulmanes, qui vivent entre elles avec des cheftaines musulmanes, bien sûr sous la responsabilité du mouvement»[33]. Elle ajoute: «C'est très clair, les musulmans ont leur place chez nous»[34]. Mouvement s'affirmant catholique, les *Guides de France* accueillent des enfants de toutes les confessions et «prennent l'engagement de faire grandir les jeunes selon leur propre spiritualité»[35]. Pendant de nombreuses années, le *Mouvement eucharistique des jeunes* conserve une grande vitalité. Toutefois, la situation évolue. En 1985, Mgr Georges Rol, son évêque accompagnateur, intervient pour rappeler l'importance de l'adoration eucharistique à un mouvement qui devrait y être sensible mais qui n'y invite plus les jeunes[36]. À cette époque, le *M.E.J.* comprend 60.000 membres. Ils ne sont plus que 8.500 en 1999. Cette vive hémorragie s'explique en partie par sa crainte manifestée, à l'échelon national, à présenter explicitement son identité: le concubinage est parfois prôné; l'expression «mouvement catholique» suscite des réserves, voire des refus; la volonté délibérée de préférer une salle de spectacles plutôt que

30. I. DE WAZIÈRES, «La *J.E.C.* sort du tunnel», dans *La Croix*, 18 avril 1986, p. 20.

31. *Op. cit.*

32. *Colloque du Futuroscope «Évêques - mouvements de jeunes» sous l'égide de la Commission épiscopale enfance-jeunesse (19 - 20 - 21 mars 1991): Aujourd'hui l'Évangile et les jeunes*, Conférence des évêques de France - Secrétariat pour l'Apostolat des Laïcs, 1991, p. 49-50. En 1998, à titre d'information, la *Jeunesse étudiante chrétienne* est présente dans dix diocèses et rassemble 500 membres. Elle puise dans le vivier des aumôneries de l'Enseignement public.

33. *Colloque du Futuroscope...* (cité *supra*, n. 32), p. 55.

34. *Ibidem*, p. 55.

35. «Les *Guides de France*», dans *S.N.O.P.*, n° 1031, 15 mai 1998, p. 16-17.

36. Le 2 novembre 1990, lors des assises du mouvement à Laval, la motion relative à la place de l'adoration eucharistique au sein du *M.E.J.* est d'ailleurs rejetée par une majorité de suffrages au moment du vote définissant les orientations pour les cinq ans à venir.

l'église voisine étonne pour un mouvement s'affirmant «eucharistique»; le message de la foi est progressivement édulcoré dans les revues; des entraves sont déployées pour empêcher une participation aux Journées mondiales de la jeunesse de 1991. Visibles dans plusieurs organisations, ces crises d'identité frappent des mouvements anciens autrefois solidement implantés géographiquement.

4. Une priorité financière quasi-exclusive à l'échelon national

En plus des subsides obtenus par les mouvements à un échelon local, ou par les diocèses et les régions apostoliques, les évêques accordent des aides au plan national. Le début du versement des subventions ordinaires ne se produit pas pour tous au même moment, ainsi: *Mouvement rural de jeunesse chrétienne* en 1967; *Pax Christi*, *Jeunesse ouvrière chrétienne* et *Jeunesse ouvrière chrétienne féminine* en 1969; *Équipes enseignantes* en 1970; Aumônerie nationale des juristes catholiques en 1971; Secrétariat national des femmes séparées en 1972; *Mouvement eucharistique des jeunes* et *Fraternité catholique des malades* en 1974. L'antériorité chronologique témoigne d'un privilège accordé aux mouvements d'Action catholique. Cependant, le pourcentage des aides est plus significatif de l'ampleur de l'appui reçu. Ils bénéficient de 74,3% du total des subventions ordinaires prévues pour 1974. Une telle situation peut se comprendre à une époque où existe un mandat en leur faveur. Toutefois, celui-ci cesse l'année suivante et, pourtant, la politique financière menée leur est de plus en plus favorable.

En 1974, dans un contexte économique qui se dégrade, l'épiscopat opte pour un blocage des subventions. Néanmoins, cette décision n'est pas appliquée aux mouvements d'Action catholique. En 1979, les évêques suppriment les subventions ordinaires destinées aux mouvements d'adultes. Pourtant, les aumôniers de l'*Action catholique ouvrière* et de *Chrétiens dans le monde rural* continuent à en recevoir. De plus, par le truchement des subventions extraordinaires fréquemment reconduites, des mouvements parviennent à éviter une application stricte de cette mesure de 1979. Les mouvements d'enfants et de jeunes constituent néanmoins l'axe prioritaire dans l'attribution des subventions. Dans ce créneau, ceux d'Action catholique en obtiennent l'essentiel: 95,8% en 1981. Une étude comparative qui tient compte des effectifs montre des disparités significatives entre les uns et les autres. Rapportées à un membre d'un mouvement, l'exemple de quelques subventions ordinaires octroyées offre la situation sui-

vante en 1982[37]: *M.E.J.* (0,31 F); *J.O.C.* (10 F); *J.O.C.F.* (20 F); *J.I.C.* (40 F); *J.E.C.* (100 F). Cette année-là, les évêques décident de procéder à une revalorisation financière limitée aux mouvements d'Action catholique spécialisée d'enfants et de jeunes. La *J.E.C.* et le *M.E.J.* se trouvent ainsi écartés. Effective dès 1983, elle conduit, en un an, aux augmentations suivantes: 50% pour la *J.I.C.* et la *J.I.C.F.*, 90% pour la *J.O.C.F.*, 100% pour la *J.O.C.* et 118,2% pour le *M.R.J.C.*

L'appui des évêques se révèle parfois décisif pour la survie de certains organismes. Ainsi sauve-t-il l'*Action catholique des enfants* à l'issue de son rassemblement national de 1993 particulièrement dispendieux et dont la gestion avait été si désastreuse qu'elle risquait d'entraîner la faillite du mouvement. Les interventions épiscopales pour en soutenir d'autres sont également vitales. En 1995, les subventions des évêques représentent 48,7% du budget de la *Jeunesse indépendante chrétienne féminine*. La politique de soutien financier laisse perplexe. À l'issue du Concile, les mouvements d'Action catholique, particulièrement de jeunes, représentaient des effectifs étoffés et ont été largement aidés par l'octroi de subventions. Celles-ci sont devenues de plus en plus conséquentes au fils des ans tandis que le total des membres de ces organisations ne cessait de diminuer, qu'elles s'engageaient souvent dans une politisation marquée et qu'elles entretenaient une attitude fréquemment réservée ou critique à l'égard de l'Église[38].

II. – Aléas et réussites en-dehors des schémas planifiés

1. Scoutisme: aggiornamento au contact de la société ou fidélité aux origines?

Au début des années 1960, des mutations sociologiques, pédagogiques et doctrinales traversent les *Scouts de France*, vaste mouvement de 150.000 membres. Leur rapport à la nature évolue.

37. Ces chiffres nationaux en francs français ne tiennent pas compte d'aides obtenues à d'autres niveaux. À titre d'exemple, la *J.O.C.* et la *J.O.C.F.* reçoivent au total 200.000 F en 1982 et 390.000 F en 1983 au plan national, tandis qu'elles perçoivent environ 200.000 F en 1983 par le seul évêché de Lille et les archiprêtrés de ce diocèse.

38. Au point que, à titre d'exemple, la *J.O.C.* avec 20 jeunes soit le seul mouvement subventionné à participer aux Journées mondiales de la jeunesse de Czestochowa en 1991. Tous les autres (*J.E.C.*, *J.I.C.*, *J.I.C.F.*, *M.E.J.*, *M.R.J.C.*) refusent de venir.

Selon eux, il ne s'agit plus tant d'y aiguiser le sens de l'observation mais de la transformer. Leur scoutisme, qui se «sécularise»[39], cherche à s'implanter dans les espaces en voie d'urbanisation qui constituent une nouvelle frontière à atteindre[40]. Leurs relations avec l'épiscopat connaissent des fortunes diverses. Des responsables, des jeunes et des parents ne paraissent guère convaincus du bien-fondé des transformations opérées. Plusieurs d'entre eux considèrent qu'il s'agit là d'une trahison par rapport au scoutisme originel de Baden-Powell et du jésuite Jacques Sevin, promoteur des *Scouts de France*. Cela conduit à une diminution des effectifs au profit de dissidences locales ou de nouvelles organisations scoutes qui prend des allures d'hémorragie après 1968. En tirent profit les *Scouts d'Europe* qui, de façon nette depuis 1963, veulent vivre un scoutisme ouvertement catholique et transcendant. À la fin des années 1960, les appuis répétés de l'épiscopat aux mouvements d'Action catholique laissent penser que les évêques se désintéressent des *Scouts de France*. Une note de la Commission épiscopale enfance - jeunesse de mars 1970 en offre un démenti. Ce texte conforte les *Scouts de France*, ainsi que les *Guides de France* alors en pleine réforme également. Les relations entre ces deux mouvements n'en connaissent pas moins des tergiversations. Face à eux, les *Scouts d'Europe*, dominés par la personnalité de Pierre Géraud-Keraod, s'imposent comme la principale force d'opposition. D'autres hommes veulent respecter l'institution des *Scouts de France* qui continue à autoriser l'existence de troupes unitaires[41]. Cependant, leur marge de manœuvre se réduit et, conscients des enjeux idéologiques sous-jacents, ils franchissent finalement le Rubicon de la rupture en 1971. Cette année-là, ils créent les *Scouts unitaires de France* (*S.U.F.*).

En juin 1975, les *Scouts de France* redéfinissent leur projet pédagogique. Leur volonté d'être attachés aux racines du scoutisme est affirmée. Leurs effectifs remontent à partir de 1978[42].

---

39. Selon Ph. LANEYRIE, *Les Scouts de France - L'évolution du Mouvement des origines aux années 80*, Paris, Cerf, 1985, p. 325-387.

40. En référence à John Fitzgerald Kennedy, le mythe de la nouvelle frontière est largement présent dans les revues du mouvement.

41. Le terme unitaire désigne la formule qui repose sur le système de la patrouille. Leurs partisans veulent conserver «l'unité» d'âge de la patrouille constituée traditionnellement de jeunes de 12 à 17 ans. À la fin du XX^{e} siècle, des troupes unitaires existent encore au sein des *Scouts de France*. Elles deviennent néanmoins de plus en plus rares.

42. Cf. Ph. LANEYRIE, *Les Scouts...* (cité *supra*, n. 39), p. 330. En 1978, les effectifs sont au plus bas avec 66.000 membres.

Évêque accompagnateur du scoutisme catholique[43], Mgr André Quélen ne semble pourtant pas véritablement prendre en compte les efforts de rénovation entrepris au point de déclarer à son égard à l'automne de cette année-là: «non prioritaire, mais non exclu»[44]. Toutefois, l'épiscopat demande aux *Scouts de France* et aux *Guides de France* d'assurer le service d'ordre pour l'eucharistie pontificale célébrée à l'aéroport du Bourget lors de la venue de Jean-Paul II au printemps 1980. De plus, les deux mouvements participent activement au Congrès eucharistique international de Lourdes de juillet 1981. Par leur caractère concret, ces deux événements sont perçus comme de véritables signes de reconnaissance.

Pendant plusieurs années, les *Scouts de France* et les *Guides de France* envisagent les modalités de l'union de leurs forces. Cependant, en 1981, les *Guides de France* mettent finalement un terme aux pourparlers car elles craignent une dilution de leur identité féminine. Dès lors, les *Scouts de France* s'ouvrent plus largement aux filles et leurs effectifs continuent leur progression. Elles y représentent 30% des 117.700 membres recensés en août 1997. Au cours de la même période, les *Guides de France* connaissent une large désaffection[45]. De leur côté, *Guides et scouts d'Europe*[46] et *Scouts unitaires de France*[47] poursuivent leur croissance.

2. Le succès des autres créations d'origine protestante[48]

En août 1940, le pasteur suisse Roger Schutz se rend à Taizé. Il y établit une communauté avec des protestants. En 1969, des catholiques s'y joignent. Trois ans plus tard, des prêtres catholiques en deviennent membres. En 1987, frère Max Thurian qui était pasteur de l'Église réformée, est ordonné prêtre[49]. À partir de 1978, des rassemblements européens s'organisent annuellement. Le premier se déroule à Paris avec 15.000 participants. Par la suite, d'autres se tiennent également dans cette capitale et

43. Il s'agit des mouvements *Scouts de France* et *Guides de France*.

44. «À l'assemblée des évêques - Le scoutisme catholique attend le soutien de l'Église», dans *Le Figaro*, 30 octobre 1978.

45. Elles passent de 70.000 au début des années 1980 à 23.000 en 1996.

46. 26.400 membres en 1985 et 32.000 en 1998.

47. 10.000 membres en 1981, 16.760 en 1989 et 22.000 en 1997.

48. Originaire d'un milieu protestant, le scoutisme a été traité dans le passage précédent en raison de son implantation ancienne dans le catholicisme français.

49. Actuellement, tous les membres de la communauté, sauf un, sont catholiques.

réunissent de nombreux jeunes, Français ou non, en fin d'année et au début de l'an nouveau: 15.000 en 1983-1984; 33.500 en 1988-1989; 100.000 en 1994-1995. La soirée de prière organisée à Lourdes en juillet 1981 lors du Congrès eucharistique de Lourdes est un exemple du rayonnement auprès des adultes. Simplicité et dépouillement dominent à Taizé et sont caractéristiques du «pèlerinage de confiance» auquel invite frère Roger Schutz. Il n'a pas créé un mouvement et, pourtant, des signes orientent le courant en ce sens: rencontres régulières de prière localement, rassemblements européens, diffusion de *La lettre de Taizé*.

En juin 1974, deux protestantes lancent l'*Action des chrétiens pour l'abolition de la torture* qui est déclarée en association dès le mois de septembre de cette année-là. Le 18 octobre 1992, elle est reconnue d'utilité publique. De 5.500 membres en 1978, elle passe à 15.130 le 31 décembre 1993.

L'influence protestante se révèle particulièrement importante par le Renouveau charismatique issu du pentecôtisme américain. Deux ouvrages favorisent sa diffusion initiale dans l'Hexagone: en 1970, *La croix et le poignard*[50] du pasteur David Wilkerson est lu aux bénédictins de l'abbaye Notre-Dame du Bec-Hellouin; en mars 1972, les moniales du monastère Sainte-Françoise-Romaine situé dans ce même village traduisent *Le retour de l'Esprit - le mouvement pentecôtiste catholique*[51] de Dorothy et Kevin Ranaghan, avec une préface du dominicain Albert-Marie de Monléon qui devient évêque de Pamiers en 1988[52]. Par ailleurs, des personnes, par des influences croisées, jouent aussi un rôle essentiel pour le rayonnement du Renouveau dans l'Esprit: Marthe Robin, stigmatisée à l'origine des *Foyers de Charité*, qui reçoit plus de 100.000 personnes parmi lesquelles de nombreux fondateurs de mouvements; le père Henri Caffarel par son école de prière de Troussures (Oise); Lanza del Vasto par la non-violence qu'il prône. Deux courants favorisent les premières implantations en France[53]: l'un américain avec des témoignages et des voyages

50. D. WILKERSON, *La Croix et le poignard*, Bruxelles, éd. Les Assemblées de Dieu, janvier 1976, rééd., 172 p.

51. D. & K. RANAGHAN, *Le retour de l'Esprit - le mouvement pentecôtiste catholique*, Paris, Cerf, 1972, 256 p.

52. Jusqu'en 1999. Cette année-là, il devient évêque de Meaux.

53. Plusieurs études présentent les différents courants du Renouveau charismatique: R. DARRICAU & B. PEYROUS, *Les communautés nouvelles en France (1967-1987)*, dans *NRT* 109 (1987) 712-729; M. HÉBRARD, *Les nouveaux disciples - voyage à travers les communautés charismatiques*, Paris, Le Centurion, 1979, 284 p.; M. HÉBRARD, *Les nouveaux disciples dix ans après,* Paris, Le Cen-

outre-Atlantique pour l'*Emmanuel*[54] (1972), le *Chemin neuf*[55] (1973), la *Communauté chrétienne de formation*[56] à Poitiers (1974), le *Puits de Jacob* (1977); l'autre communautaire avec le passage par l'*Arche* de Lanza del Vasto des fondateurs de la *Théophanie* à Montpellier (1972), de la *Sainte-Croix* à Grenoble (1972), du *Lion de Juda et de l'Agneau immolé* (1973) qui prend comme nom *Les Béatitudes* en 1991, du *Pain de Vie* en Normandie (1977).

En 1977, à Holy Trinity Brompton, paroisse anglicane de Londres, des enseignements sur la foi s'organisent pour les fidèles. Pendant la décennie suivante, cette initiative appelée «cours Alpha» connaît un développement progressif. D'autres protestants et des catholiques y participent. Vers 1985, elle s'ouvre aux non-croyants ou aux non-pratiquants et constitue, dès lors, un moyen d'évangélisation ou de ré-évangélisation qui présente les fondements de la foi chrétienne. À partir de 1998, la formation est dispensée en quelques lieux en France. Au printemps 1999, une trentaine de cours fonctionnent dans l'Hexagone où, chargés d'en assurer la diffusion, Marc et Florence de Leyritz,

---

turion, 1987, 378 p.; Y. JEHANNO, *L'enjeu du Renouveau charismatique?*, Paris, Le Sarment/Fayard, 1988, 150 p.; Fr. LENOIR, *Les communautés nouvelles - interviews des fondateurs,* Paris, Fayard, 1988, 365 p.

Parmi les principales communautés existent l'*Emmanuel* en lien avec les dominicains à ses origines, ainsi que le *Chemin neuf* et le *Puits de Jacob* liés aux jésuites de la «colline inspirée» de Fourvières. Ces organisations se sont voulues expressément catholiques par un «pentecôtisme» nourri de l'Écriture et fondé sur les sacrements de l'eucharistie et de la pénitence. Elles ont été soucieuses de collaborer avec les évêques selon leur charisme propre, tout en étant marquées par une ouverture œcuménique qui se voulait celle de l'Église catholique.

54. À partir de 1975, ses sessions d'été organisées à Paray-le-Monial rassemblent 800 participants cette année-là, 9.000 en 1982 et 23.000 en 1991. En septembre 1986, une première paroisse est confiée à l'*Emmanuel*. En 1998, le total est de 9.

55. À l'abbaye de Hautecombe qui lui est confiée depuis 1992, le *Chemin neuf* accueille près de 2.000 jeunes chaque été. En 1993, l'État le reconnaît comme congrégation religieuse. En 1998, la communauté comprend 600 membres, tandis que les différentes fraternités qui gravitent autour d'elle rassemblent 4.000 personnes.

56. La *Communauté chrétienne de formation* est le point de départ de plusieurs groupes qui prennent le nom de *Fondations du monde nouveau*. En 1991, en raison de problèmes liés au comportement du fondateur, les *Fondations* connaissent de sérieuses difficultés. La crise est marquée par une hémorragie importante de leurs membres. De 2.600 en 1988, ils ne sont plus que 1.100 en 1997. À la Pentecôte 1995, Mgr Jean-Charles Thomas, évêque de Versailles, signe les statuts canoniques des *Fondations* qui sont reconnues comme «associations privées de fidèles». Ce cadre vise l'objectif d'éviter des dérives.

un couple de catholiques français qui vit à Londres, obtiennent le concours de l'*Emmanuel*, du *Chemin neuf* et de la communauté Saint-Jean du père Marie-Dominique Philippe. La méthode n'en demeure pas moins au service des paroisses. Ce même axe est essentiel dans les «cellules paroissiales d'évangélisation», communautaires et missionnaires, fondées sur l'adoration eucharistique. En Italie, leur origine est due à Don Pegi Perini, curé de Sant'Eustorgio à Milan, qui s'est inspiré[57] de l'œuvre d'évangélisation d'un pentecotiste, le pasteur coréen Yonggi Cho. Au cours des années 1990, le *Chemin neuf* et les *Béatitudes* apportent leur soutien pour favoriser l'implantation et la croissance, en France, de cette initiative.

3. Difficile greffe des créations étrangères d'origine latine et catholique

L'*Opus Dei*[58] apparaît en France en 1947. Huit ans plus tard, son premier centre s'ouvre dans la capitale. Le nombre de membres demeure peu important à l'origine puis s'élève peu à peu: 100 en 1965, 800 en 1975 et 1.400 en 1998. Cette année-là, récollections et cercles existent dans 34 grandes villes. Des foyers d'étudiants ont aussi été inaugurés à proximité d'universités.

En 1987, à quelques kilomètres de Lourdes, la *Légion du Christ* et *Regnum Christi*[59] s'implantent pour la première fois en France. Si le diocèse de Versailles et celui de Nanterre connaissent d'autres fondations peu après, le réel développement date de 1995, année au cours de laquelle s'organisent des missions intérieures en Seine-et-Marne. Un petit séminaire y est inauguré à Méry-sur-Marne en 1996 avec 15 jeunes. Ils sont 26 en 1997, 30 en 1998 et 41 en 1999. En 1997, à la date du 17 août, *Regnum Christi* est le deuxième mouvement en France pour la participation aux Journées mondiales de la jeunesse de Paris. En 1999, les Légionnaires du Christ reprennent la direction du patronage parisien *Le Chantier* à la demande du cardinal Lustiger.

Une première conférence sur les *Focolari*[60] est prononcée lors d'une soirée à Chambéry en 1952. La première implantation

57. Par le biais de son passage à Saint-Boniface, paroisse de Floride, qui mettait en œuvre la méthode du pasteur coréen Yonggi Cho.

58. Fondé en 1928, en Espagne, par Josemaría Escrivá.

59. Au Mexique, en 1941, Marcial Maciel crée la *Légion du Christ*. Cette congrégation rassemble le plus grand nombre de vocations sacerdotales depuis le Concile Vatican II. En 1968 est créée sa branche laïque: *Regnum Christi*.

60. En 1943, à Trente (Italie), Chiara Lubich fonde les *Focolari*. En 1962, ce mouvement est approuvé par l'Église catholique sous le nom d'*Œuvre de Marie*.

effective se situe à Grenoble en 1956. Le *Genfest*[61] de 1985 est une pièce maîtresse du rassemblement romain[62] qui est un prélude aux Journées mondiales de la jeunesse inaugurées l'année d'après. Le Conseil pontifical pour les laïcs approuve les statuts du mouvement en 1990. À la fin du XX^e^ siècle, 3.000 personnes appartiennent aux *Focolari* en France et la publication *Parole de Vie* y est diffusée à 52.000 exemplaires.

Le rayonnement de *Communion et libération*[63] touche la France à la fin des années 1960. Il éclôt à Paris par l'action du dominicain italien Dino Quartana et d'autres Italiens de passage dans la capitale, ainsi qu'en bordure de la Méditerranée à Toulon, Marseille et Aix-en-Provence. Depuis lors, des implantations surgissent aussi en d'autres lieux comme à Poitiers et à Metz. Des Français se rendent aux meetings qui se tiennent à Rimini à la fin de chaque été. Ils affluent surtout vers 1985-1990. Dans l'Hexagone, la revue *Traces* possède 300 abonnés. Reconnue par le Conseil pontifical pour les laïcs, la fraternité de *Communion et libération* compte 45 membres en France.

Fondés en 1959 à Tenerife (Espagne) par Fernando Rielo Pardal, les *Missionnaires identes du Christ crucifié*[64] apparaissent en France en 1975-1976. Actuellement, leurs implantations dans l'Hexagone sont situées à Lille et en région parisienne. Leur spiritualité se fonde sur l'appel à la sainteté, la conscience filiale à l'imitation du Christ et l'union mystique avec Dieu. Créé également en Espagne[65], le *Chemin néocatéchuménal* arrive en France en 1973. Il s'implante à Paris dans le quartier latin grâce au père Antoine de Monicault. Son audience se développe sensiblement. En 1989, une quarantaine de communauté existent dans le pays. Dix ans plus tard, l'effectif a doublé. Dans l'intervalle, lors des Journées mondiales de la jeunesse de 1997, le *Chemin néocatéchuménal* rassemblait, au plan international, le groupe le plus important avec 50.000 participants.

---

61. Rassemblement de jeunes des *Focolari*. Celui de Rome en 1985 est l'occasion de lancer *Jeunes pour un monde uni*, mouvement destiné à rejoindre des jeunes en marge de l'Église.

62. Réalisé à l'invitation de Jean-Paul II. En 1984, un autre rassemblement s'était produit à Rome sous l'égide du pape.

63. En 1954, aumônier d'étudiants à Milan, Luigi Giussani se rend compte de la faiblesse de la formation spirituelle, doctrinale et culturelle qui domine parmi eux. Pour pallier cette insuffisance, il lance le mouvement *Jeunesse étudiante* qui prend le nom de *Communion et libération* en 1969.

64. Afin d'en faciliter la prononciation, la transcription pour les Francophones est fréquemment *Missionnaires identès du Christ crucifié*.

65. Par Francisco Argüello et Carmen Hernandez en 1964.

4. D'autres initiatives jaillissent

En 1939, sous la direction du père Henri Caffarel, se forme une équipe de foyers à l'origine des *Équipes Notre-Dame* qui s'organisent après la Deuxième Guerre mondiale. Leur spiritualité conjugale repose sur le dialogue dans le couple illustré par le «devoir de s'asseoir» mensuel. En 1969, à Dijon, des laïcs et le chanoine Augustin Gagey fondent *Foi et Vie* pour approfondir Vatican II. Les *groupes diocésains Foi et Vie* sont implantés dans 8 diocèses en 1977, 13 en 1985 et près de 30 en 1990. Lancées en juin 1973 à Nantes par Madeleine Hardy, les *Équipes familiales de formation apostolique* offrent aux familles une formation doctrinale fidèle au magistère de l'Église par des textes et des conférences. En 1975, Clothilde Duquesne, Louis et Françoise Lucrot créent l'*Action familiale pour l'évangélisation et l'apostolat de l'enfance*. *Domus Christiani* se constitue en 1978. Attaché à la sanctification de la famille, son essor est récent: 100 familles en 1990, 400 en 1995 et 800 en 1997.

Pour les jeunes, sous l'impulsion de Mgr Maxime Charles, des groupes s'organisent à la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre: en 1961, Saint-Jean puis les foyers *Résurrection* et les équipes *Rencontre*; en 1964, *Saint Paul* puis le *Buisson ardent*. Nommé à la basilique, le père Michel Gitton lance *Aïn Karem* (1985). À la Toussaint 1969, avec des jeunes liés au scoutisme, Michel Menu organise un premier raid *goum*. À partir de 1969, Joseph Quéhé, frère de l'Instruction chrétienne de Ploërmel, offre à des jeunes de 12 à 17 ans une éducation spirituelle dans le cadre d'une initiative exigeante qui favorise intériorisation, réflexion et prière personnelle. Elle prend le nom de *Foi et Prière* en 1980. Le rayonnement s'exerce essentiellement dans les diocèses bretons à partir des établissements scolaires de la congrégation. En 1975, à Lisieux, le jeune abbé Bruno Thévenin rédige une revue destinée aux enfants de 10 à 14 ans afin qu'ils soutiennent, par la prière, séminaristes et prêtres dans leur vocation. *Cinq pains et deux poissons* et *Petits bergers*, suivent pour les plus jeunes. Actuellement, dans le cadre de la *Mission thérésienne*, 10% des membres du clergé français se trouvent portés quotidiennement et personnellement par la prière de ces enfants. En 1976, dans le sillage de leurs parents, des étudiants lancent les *Équipes Notre-Dame jeunes*. En 1979, une quinzaine d'organismes liés à l'éducation de la jeunesse proposent une formation commune pour l'obtention des diplômes de l'État dans le domaine de l'animation des loisirs. Est ainsi fondée l'*Association pour la formation des cadres de*

l'animation et des loisirs: 2.500 personnes en suivent les stages en 1990. En 1985, lancé par la communauté Saint-Jean, *Saint-Jean Éducation* organise des camps d'été, un en 1985 et 11 dès 1988, qui proposent pèlerinage, formation philosophique et doctrinale, activités sportives. Des créations locales, comme *Jeunes chrétiens Europe* dans le Nord (1989) ou *Jeunes pour une Foi* à Saint-Étienne (1990), veillent à dispenser un enseignement fidèle au magistère de l'Église et s'engagent dans une annonce explicite de la foi.

À partir de 1959, des Français se rendent à Thun-Saint-Martin[66]. Fidèle réplique de celle de Schönstatt, une chapelle est érigée en ce lieu en 1964-1965. L'œuvre demeure surtout localisée dans le Cambrésis, en Alsace et autour de Valence. S'inspirant de Pauline Jaricot, le père Eyquem, dominicain, crée les *Équipes du rosaire* en 1955, mouvement reconnu par l'épiscopat en 1967 et, en 1972, par l'Ordre des prêcheurs. Depuis 1985, à Guer en Bretagne, les époux Haentjens proposent une chaîne de prière lors du Carême. L'effectif annuel oscille entre 1.500 et 2.000 personnes, voire 3.000, qui prennent l'engagement de prier chaque jour 15 à 30 minutes en ce temps liturgique. L'année suivante, à Marseille, deux mères de famille, Jeanne Avignon et Monique Fayolle, fondent *Prière et Lumière*. Ces deux oblates encouragent la prière de chrétiens isolés qui ne peuvent guère se déplacer. Dix ans plus tard, l'initiative rassemble 2.500 participants.

En 1967, les *Communautés d'accueil dans les sites artistiques* (*C.A.S.A.*) se constituent sur trois pôles: histoire, esthétique, spirituel. Reconnue d'utilité publique en 1977, l'association comprend à l'époque 400 à 450 guides. Fondée en 1984, *Ars et fides* fédère des associations dont l'objectif est d'assurer des visites d'édifices religieux dans une perspective chrétienne. De son côté, le *Groupement d'activités catholiques internationales* favorise la connaissance des hauts lieux de la chrétienté en Europe.

En 1968, afin de soutenir les parents d'enfants handicapés, Marie-Hélène Mathieu publie à leur intention la revue *Ombres et Lumière*[67]. Avec Jean Vanier, elle organise un premier pèlerinage à Lourdes pour 4.000 handicapés mentaux et leur famille en avril

66. Le 4 octobre 1918, à Thun-Saint-Martin près de Cambrai, un obus tuait le soldat allemand Josef Engling, membre d'une congrégation mariale à laquelle le père pallotin Josef Kentenich avait prononcé, en 1914, une exhortation en faveur d'une dévotion mariale accrue. Dans cet esprit, après le conflit, fut fondé le *Mouvement apostolique de Schönstatt*, localité proche de Coblence. Rapidement, des Allemands se rendent en pèlerinage à Thun-Saint-Martin.

67. 1.200 destinataires en 1968, 6.000 en 1972 et 18.000 en 1998.

1971. En 1990, le père Thierry de Roucy de l'abbaye Notre-Dame de Chiry-Ourscamps (Oise) fonde *Points-Cœur* pour des enfants qui, en France ou à l'étranger, connaissent des situations difficiles. En novembre 1991, des membres du corps médical et paramédical donnent naissance à l'*Association médicale saint Côme et saint Damien*. Au regard des progrès techniques et des atteintes graves à la dignité des personnes, ils estiment plus que jamais nécessaire de connaître et de diffuser la pensée de l'Église à propos de la vie humaine.

III. – Impulsions romaines

1. Préparatifs du synode romain de 1987 sur «la vocation et la mission des laïcs dans l'Église»

En vue d'un synode romain ordinaire prévu en octobre 1987 sur le thème «la vocation et la mission des laïcs dans l'Église», des travaux préparatoires s'organisent dès l'année précédente lors de l'Assemblée plénière des évêques à Lourdes. Mgr Jean Vilnet[68] y déclare à propos des schémas pastoraux en faveur de l'Action catholique décidés en 1967 et réaffirmés en 1981: «Ils orientent notre pastorale»[69]. Avant de quitter la présidence de la Conférence épiscopale, Mgr Jean Vilnet participe au synode des évêques sur les laïcs à propos duquel il affirme quelque temps auparavant[70]: «Nous (y) expliciterons l'acquis original et capital de l'Action Catholique, à laquelle nous accordons une constante priorité pour l'annonce de l'Évangile dans la société française sécularisée.» L'insistance sur cette priorité montre qu'en France les divers mouvements de l'Apostolat des Laïcs ne se trouvent pas placés sur un même pied d'égalité. La politique pastorale menée sous l'angle d'une «priorité» accordée aux mouvements d'Action catholique dépasse celle de 1967 qui se limitait à une «option». Entre les deux interventions de Mgr J. Vilnet prononcées à un an d'intervalle, la perspective décrite en faveur des mouvements d'Action catholique demeure la même. Censée mettre

68. Président de la Conférence des évêques de France de 1981 à 1987.

69. J. VILNET, *Assemblée plénière de l'épiscopat français - Lourdes 1986*, Paris, Le Centurion, 1986, p. 16.

70. J. VILNET, réaction à propos du synode des évêques sur les laïcs (1er - 30 octobre 1987), dans *S.N.O.P.,* lettre d'information de la Conférence des évêques de France, n° 682, 23 sept. 1987, p. 5-6. Ce texte était initialement paru dans *Église de Lille*, n° 16, septembre 1987.

un terme à leur prééminence, la fin du mandat en 1975 ne semble guère avoir été prise en compte. Peu avant le synode romain de 1987, malgré les propos tenus en haut lieu en leur faveur, les mouvements d'Action catholique demandent à être davantage reconnus. Le cardinal Decourtray ne se montre pas dupe des enjeux sous-jacents. Lucidement, il s'interroge sur la notion de reconnaissance et ce qu'elle recouvre en se demandant si cela présente un rapport avec le pouvoir dans l'Église:

> Beaucoup de laïcs demandent et demandent avec une insistance accrue à être «reconnus» ou plus «reconnus»; cette requête avec son insistance croissante, nous étonne, nous évêques. D'où vient cette insistance? Nous avons l'impression de reconnaître de plus en plus souvent et de plus en plus nettement ceux-là mêmes qui demandent à être reconnus. Il y a des mouvements et des services tout à fait officiels et «accompagnés» par des évêques et des prêtres, qui estiment ne pas être assez reconnus. (...) Comment cela s'explique-t-il?
>
> L'hypothèse qui nous est venue est la suivante: *cette insistance et disons même ce malentendu, ne viendrait-il pas de ce que la question du «pouvoir» est plus ou moins occultée?*[71]

La participation à telle ou telle instance ecclésiale, l'obtention d'aumôniers, l'octroi de locaux ou de subventions constituent autant d'éléments qui permettent d'apprécier objectivement la place, l'influence et, finalement, le pouvoir détenu par certains mouvements.

2. L'invitation à une «Nouvelle évangélisation»

Le 9 juin 1979 à Nowa Huta, lors de son premier voyage en Pologne après son élection l'année précédente, Jean-Paul II emploie pour la première fois l'expression «Nouvelle évangélisation»[72]. À l'époque, ce propos suscite peu de réactions en France.

---

71. A. DECOURTRAY, intervention dans *Pour que le monde croie.* Assemblée plénière de l'épiscopat - Lourdes 1986 (cité *supra*, n. 69), p. 100-108.

72. Annoncée comme étant de la sainte croix, une relique est conservée à l'abbaye cistercienne de Mogilka près de Cracovie. Dans les années 1950-1960, à Nowa Huta où habitent 600.000 habitants, dans les faubourgs ouvriers de Cracovie dont l'archevêque est Karol Wojtyla, le régime communiste voulait une cité sans Dieu et refusait la construction d'églises. Après maintes difficultés, les catholiques réussirent à en construire une qui fut consacrée par l'archevêque en 1977. La lutte fut particulièrement âpre pour l'érection d'une croix à côté de l'édifice. Dans ce contexte, le 9 juin 1979 alors qu'il revient sur les lieux, Jean-Paul II déclare dans une homélie:

«À partir de la croix de Nowa Huta la nouvelle évangélisation a commencé: *l'évangélisation du troisième millénaire*. Cette église en rend témoignage et en est la preuve. Elle est issue d'une foi vive, consciente et responsable, et il faut que je continue à la servir.

Par la suite, le pape reprend cette idée à plusieurs reprises, notamment: le 3 mars 1983 en s'adressant aux évêques latino-américains réunis à Port-au-Prince en Haïti pour la neuvième Assemblée plénière du «Conseil épiscopal latino-américain» (C.E.L.A.M.); le 12 octobre 1984 à Saint-Domingue en ouvrant solennellement la «neuvaine d'années» préparatoire à la célébration du cinquième centenaire, en 1992, de la découverte de l'Amérique latine et du début de son évangélisation. Cependant, à l'époque, ces déclarations semblent passer inaperçues.

À l'approche des Journées mondiales de la jeunesse à Saint-Jacques-de-Compostelle (1989), la contestation surgit et s'enfle pendant quelques mois (1989-1991). Plusieurs textes[73] dénoncent l'expression de «Nouvelle évangélisation» utilisée par Jean-Paul II. Leurs auteurs croient y déceler un discrédit contre un type de pastorale incarnée par les mouvements d'Action catholique. Ils estiment par ailleurs que des formes d'expression de la foi qui appartiennent, à leurs yeux, au passé se trouvent favorisées. Cependant, nombre de critiques reposent sur des faits erronés ou

---

L'évangélisation du nouveau millénaire doit se référer à la doctrine du Concile Vatican II. Elle doit être, comme l'enseigne ce Concile, *l'œuvre commune* des évêques, des prêtres, des religieux et des laïcs, l'œuvre des parents et des enfants. La paroisse n'est pas seulement le lieu où on en fait la catéchèse, mais aussi un milieu vivant où on doit la mettre en pratique.

L'Église, dont vous êtes en train de terminer la construction poursuivie avec tant d'efforts mais aussi avec tant d'enthousiasme, s'élève *afin que l'Évangile du Christ entre par elle dans toute votre vie*. Vous avez construit l'Église; construisez votre vie avec l'Évangile» (JEAN-PAUL II, homélie prononcée à Nowa Huta le 9 juin 1979, dans *Doc. Cath.* 76 [1979] 637-639).

73. J.-L. SCHLEGEL, *L'Église catholique sur la mauvaise pente*, dans *Esprit*, n° 3-4, mars - avril 1989, p. 70-81; X. NICOLAS, «'Seconde évangélisation': de quoi s'agit-il? Le risque d'un catholicisme à deux vitesses», dans *La Croix*, 27 mai 1989, p. 15; X. NICOLAS, «Nouvelle évangélisation - Autre regard sur la nouvelle évangélisation et crise de l'Occident chrétien», dans *La Croix*, 24 juillet 1990, p. 10-11; J. DELUMEAU, *Les conditions d'une nouvelle «évangélisation»: le point de vue d'un historien*, dans *Cahiers universitaires catholiques*, n° 6 (1988-1989), juillet-août 1989, p. 3-12; *Le rêve de Compostelle - Vers la restauration d'une Europe chrétienne?* édit. R. LUNEAU, Paris, Le Centurion, 1989, 366 p.; M. VIDAL, *La «nouvelle évangélisation» - Une audace missionnaire qui implique la lucidité*, dans *Christus* 37 (1990) 37- 47; P. DE CHARENTENAY, *La nouvelle évangélisation*, dans *Cahiers pour croire aujourd'hui*, n°50 (1990) 3-15; Y. DE GENTIL-BAICHIS, «Nouvelle évangélisation, les interprétations contradictoires», dans *La Croix*, 12 janvier 1990, p. 23; J.-P. JOSSUA, *L'Europe et l'Évangile*, dans *Concilium* (1990) 1-3; «La nouvelle évangélisation», dans *S.N.O.P.*, lettre d'information de la Conférence des évêques de France, n° 832 , mai 1991, p. 4; P. DE CHARENTENAY, *La Nouvelle évangélisation*, supplément n° 5 aux *Cahiers pour croire aujourd'hui*, 1991; H. DANET et Cl. ROYON, *L'Église... tout simplement*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1992, 192 p.

partiaux communs à la plupart des textes: mêmes erreurs de datation ou de lieu; omission du discours originel prononcé à Nowa Huta et, par conséquent, de son contexte. Leur analyse repose ainsi sur des éléments peu fiables.

Mgr Gabriel Matagrin coupe court aux propos infondés qui dénigrent l'expression et sa réalité: «La nouvelle évangélisation, ce n'est pas le retour des certitudes, ce n'est pas la nostalgie du passé. C'est l'obligation qui nous est faite d'inventer une forme de présence de l'Évangile et de l'Église dans le monde tel qu'il est aujourd'hui»[74]. Mgr Gérard Defois affirme: «elle vise simplement à réintégrer l'existence chrétienne dans un tissu social. Aucune reconquête là-dedans: on n'est plus au temps de Charlemagne!»[75] Face aux critiques qui cherchent à prouver une filiation entre un passé présenté comme révolu et la compréhension de la nouvelle évangélisation, Monique Hébrard déclare: «Il serait vain et pernicieux de vouloir faire rimer 'nouvelle évangélisation' avec 'immobilisme de la tradition', alors que c'est un concept né de l'analyse des besoins et nécessités actuelles. À chacun de se l'approprier pour lui donner un contenu»[76]. René Rémond récuse également un tel amalgame: «Quel pape serait celui qui se désintéresserait de l'avenir du catholicisme?»; «rien n'autorise à penser que Jean-Paul II conçoit cette évangélisation comme la restauration d'une chrétienté archaïque»[77].

Le pape lui même s'étonne de la contestation: «des voix se sont élevées pour soutenir que *Le rêve de Compostelle* appartenait au passé, et que l'Europe chrétienne n'était plus qu'une donnée historique à classer dans les archives. Que certains milieux, qui prétendent représenter l'opinion publique, soient pris d'une telle panique à la simple idée d'une nouvelle évangélisation ne peut que donner à réfléchir...»[78]. Dans son ouvrage *Jean-Paul II ou le rêve de Jérusalem*[79] paru en 1998, Jean Offredo montre non seulement le profond désir du pape de se rendre en pèlerinage en

74. G. MATAGRIN, dans *La Vie*, 10 mai 1990.

75. Cité par M. KUBLER, «Une leçon pour l'évangélisation», dans *La Croix*, 8 janvier 1991, p. 10.

76. M. HÉBRARD, «Nouvelle évangélisation», dans *Les Cahiers du Forum*, Union des œuvres catholiques de France, n° 5, juillet-septembre 1989, p. 17-18.

77. R. RÉMOND, *L'anticléricalisme, une idéologie périmée,* dans *Études*, 384 (1996) 754.

78. JEAN-PAUL II, *Entrez dans l'espérance*, entretiens avec Vittorio MESSORI, Paris, Plon / Mame, 1994, p. 182.

79. J. OFFREDO, *Jean-Paul II ou le rêve de Jérusalem*, Paris, Michel Lafon, 1998, 259 p.

Terre sainte, mais rejette aussi les critiques qui ont pu jaillir au cours des années précédentes à propos de la nouvelle évangélisation et des venues de Jean-Paul II à Saint-Jacques-de-Compostelle: «Il ne s'agit ni de 'reconquête' chrétienne au sens médiéval du terme, ni de revendication de pouvoir, à plus forte raison de vision théocratique ou d'État confessionnel. Il s'agit bien en revanche de revendication de libre expression dans le champ social et politique, car Jean-Paul II est fermement convaincu que le message évangélique est au cœur de la problématique du monde contemporain»[80]; «exercer une fonction d'influence et de proposition dans une société ne signifie pas vouloir l'incarner dans une quelconque structure institutionnelle. L'Église ne s'appuie pas sur un bras séculier juridique, parti ou gouvernement, pour accomplir les idéaux évangéliques»[81].

3. Tous les chemins mènent à Rome

La venue à Rome de mouvements ou de groupes de laïcs constitue un fait ancien. Ces déplacements deviennent plus nombreux lors de l'Année Sainte de 1975. À cette occasion, les membres du Renouveau charismatique présents à la Pentecôte reçoivent, de Paul VI, un accueil chaleureux compris comme une marque de reconnaissance. Des difficultés surviennent parfois. En août 1979, à Castel Gandolfo, Jean-Paul II reçoit plusieurs centaines de jeunes du *Mouvement de la jeunesse catholique de France* (*M.J.C.F.*)[82] qui l'accueillent par le chant: «Tu es Petrus». Toutefois, cette réception pontificale déclenche une polémique de la part de ceux qui, dans les rouages institutionnels, refusent toute conciliation.

Si la démarche de pèlerinage manifeste l'intérêt d'un mouvement pour le siège de Saint Pierre, l'absence de participation est souvent révélatrice d'une distance critique à l'égard de certains aspects de l'Église. Tous les trois ou quatre ans, des responsables

80. *Ibid.*, p. 105.
81. *Ibid.,* p. 107.
82. Créée en juin 1970, cette organisation entend témoigner d'une fidélité sans faille à l'Église et approuve le décret *Apostolicam actuositatem* qui, en son article 6, promeut une évangélisation active. En même temps, le *M.J.C.F.* montre son attachement au Concile de Trente. Des liens se nouent avec Mgr Marcel Lefebvre. Dès 1976, le *M.J.C.F.* se place dans son sillage. Un nouveau pontificat commence en 1978. La personnalité de Jean-Paul II impressionne quelque peu certains membres du mouvement. Plusieurs années après le schisme de 1988, se détache du *M.J.C.F.* un courant, *Jeune chrétienté*, qui rejoint l'Église catholique romaine.

nationaux de la *Jeunesse ouvrière chrétienne* vont à Rome[83]. En revanche, tel n'est pas le cas pour d'autres organisations. En avril 1990, pour la première fois depuis l'époque de la *Jeunesse agricole catholique* en 1958, une délégation du *Mouvement rural de jeunesse chrétienne* qui lui a succédé, se rend dans la Ville éternelle[84]: «Cette visite (...) a surtout permis au Mouvement d'apaiser les soupçons, voire de consolider une reconnaissance auprès du Saint-Siège.» Trente-deux ans s'étaient écoulés. Le *Mouvement eucharistique des jeunes* rivalise avec un tel délai. Il part à Rome à la Toussaint 1987, soit vingt-sept ans après le pèlerinage romain d'avril 1960 de la *Croisade eucharistique* qui est son ancêtre.

À Rome, le 29 mai 1998 en la veille de la Pentecôte, dans le cadre de l'année de l'Esprit Saint préparatoire au jubilé de l'an 2000, 280.000 membres des communautés nouvelles et des mouvements ecclésiaux se rassemblent pour la première fois autour du pape. Leurs fondateurs sont présents. Les Français semblent peu nombreux. Peu d'échos de cette rencontre circulent en France. Elle apparaît pourtant comme une sorte de vaste répétition générale pour les Journées mondiales de la jeunesse prévues à Rome du 15 au 20 août de l'an 2000.

4. Les Journées mondiales de la jeunesse: un ralliement français tardif

À l'invitation de Jean-Paul II, 200.000 jeunes se rassemblent à Rome, en 1984, à l'occasion des Rameaux. La situation se reproduit à l'identique l'année suivante. Venus essentiellement par les *Focolari*, l'*Emmanuel* et les groupes liés à la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, peu de Français participent à ces manifestations ancêtres des Journées mondiales de la jeunesse. Le pape propose à chaque évêque d'organiser, pour les Rameaux de 1986, une rencontre avec les jeunes. À partir de cette date commence la numérotation des Journées mondiales de la jeunesse. L'année d'après, en 1987, elles se déroulent au plan international à Buenos Aires. Prévue par la Commission épiscopale enfance-jeunesse, la

83. À l'issue de leur visite effectuée du 7 au 12 avril 1997, un communiqué paru dans le *S.N.O.P.* estime: «Il semblerait que la *J.O.C.* fasse partie d'une trop courte liste de mouvements à effectuer cette démarche». D'après «*J.O.C. - J.O.C.F.*: De retour du Vatican», dans *S.N.O.P.*, bulletin d'information de la Conférence des évêques de France, n° 1.008, 25 avril 1997, p. 8.

84. D'après *J.A.C. / M.R.J.C.: origines et mutations - Un mouvement de jeunesse au cœur de la société française*, édit. Fr. LEPRIEUR, Paris, Chronique sociale, 1996, 418 p.

délégation officielle est circonscrite à sept membres. Elle s'étoffe de neuf invités[85] du Conseil pontifical pour les laïcs. À l'instigation des organisateurs locaux, viennent également quatre *Scouts unitaires de France* et un *Scout d'Europe*.

En 1989, les jeunes convergent en direction de Saint-Jacques-de-Compostelle. Les mouvements d'Action catholique sont absents. La présence des *Guides de France*, des *Scouts de France* ou du *Mouvement eucharistique des jeunes* est parcimonieuse. En revanche, des pèlerins viennent massivement par l'*Emmanuel* (2.000) et par *Jeunes chrétiens services*[86] (6.000), au point d'être les deux principales organisations françaises par le nombre d'inscrits[87]. Deux ans plus tard, vingt jocistes se rendent aux Journées mondiales de la jeunesse à Czestochowa. Dans le cadre d'un mouvement, il s'agit là des premiers jeunes de l'Action catholique à participer à une telle rencontre. D'autres organisations effectuent le déplacement[88], notamment: *Guides et Scouts d'Europe* (2.000); *Emmanuel* (2.000); *Jeunesse johannique* (100); *Saint-Jean éducation* (400); *Foyers de Charité* (165); *Équipes Notre-Dame jeunes* (370); *Verbe de Vie* (100); *Lion de Juda* (750); *Lux et Caritas* (580); *Jeunes Chrétiens Europe* (50); *Nouvel Avenir des Tanneries* (50); *Raoul Follereau* (80); *Orphelins Apprentis d'Auteuil* (200); *Passion de Nancy* (320); *Pèlerinage de Chrétienté (Centre Charlier)* (300); *Foi et Lumière* (20); *Opus Dei* (280); *Focolari* (160). Malgré l'éloignement, 2.500 Français vont à Denver en 1993 et 280 à Manille en 1995. Plusieurs composantes du Renouveau charismatique, comme le *Verbe de Vie* ou les *Béatitudes*, apportent un précieux concours en ces occasions.

---

85. 6 de l'*Emmanuel* et 3 des *Équipes Notre-Dame jeunes*.

86. Fondée le 15 août 1988 par Philippe de Saint-Germain, cette association organise, en mars 1991 à Paris, le congrès «Mission» qui rassemble 12.000 jeunes. Un tel succès irrite des personnes et des mouvements partisans d'une évangélisation implicite qui multiplient les critiques à l'encontre de cette manifestation. Dans le contexte de la guerre du Golfe, des industriels ne tiennent pas leurs promesses d'aides financières substantielles. Ce double problème conduit *J.C.S.* à s'organiser dans de nouvelles perspectives. Désormais, *J.C.S.* quitte le champ strictement confessionnel et investit, par le biais de la *Fondation de service politique*, le domaine de la cité par une réflexion chrétienne sur le long terme qui s'appuie sur des universités politiques, depuis 1992, et la revue *Liberté politique*, lancée en 1997.

87. Pour les inscriptions diocésaines, 207 jeunes proviennent du Puy-en-Velay, diocèse de 200.000 habitants, tandis que 75 arrivent de Lille, diocèse de 1.500.000 habitants. Plusieurs dizaines d'évêques n'organisent rien.

88. Le recrutement par le biais des diocèses varie considérablement d'un lieu à un autre: 500 inscrits pour le diocèse du Puy-en-Velay et 200 pour celui de Lyon.

Pour les Journées mondiales de la jeunesse de Paris en 1997, les inscriptions par le biais des diocèses restent longtemps très faibles. Elles s'élèvent à un millier à la fin du mois de juin 1997. En revanche, elles sont plus importantes du côté des organisations. À la date du 17 août[89], veille de l'arrivée des jeunes à Paris, l'*Emmanuel* connaît le plus grand nombre d'inscrits. Suivent dans l'ordre: *Regnum Christi*, *Chemin neuf* et *Chemin néocatéchuménal*. Parmi les mouvements de jeunes, seul le *Mouvement rural de la jeunesse chrétienne* refuse de se rendre à Paris. L'*Action catholique ouvrière* qualifie les groupes présents de «composantes les plus rétrogrades de l'Église»[90]. Néanmoins, les critiques demeurent marginales au regard du succès. Globalement, un large consensus se produit entre les divers mouvements pour conjuguer leurs efforts afin d'accueillir au mieux des fidèles du monde entier.

Conclusion

De l'achèvement du Concile Vatican II à 1975, se manifeste la prééminence officielle d'une Action catholique mandatée. L'année 1975 représente un tournant avec l'achèvement du mandat et la publication de l'exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi* de Paul VI qui encourage vivement l'annonce sans détour de la Bonne Nouvelle. La pastorale de l'enfouissement n'est plus de mise devant l'urgence de la tâche d'évangélisation à accomplir. Ce texte pontifical donne le coup d'envoi à une impulsion romaine dont l'élan est repris en plusieurs circonstances jusqu'en 1988, année à la fin de laquelle Jean-Paul II publie l'exhortation apostolique *Christifideles laici*. Cette orientation ne s'arrête pas pour autant à cette date. Placées sous le signe de la «Nouvelle évangélisation», les invitations du pape pour les Journées mondiales de la jeunesse en témoignent. Malgré des pesanteurs hexagonales, 1988 constitue un point d'ancrage dans un processus de visibilité de la foi guère troublé par quelques combats d'arrière-garde. Le foisonnement de créations, récentes ou non, attachées ouvertement à l'évangélisation constitue une réalité désormais incon-

89. Un peu plus de 58.000 inscrits à cette date. Centre national des archives de l'Église de France, Journées mondiales de la jeunesse d'août 1997 à Paris, dossier «INS 16 - Listing des groupes inscrits au 17 août 1997».

90. P. MARTINEAU, rédacteur en chef, *J.M.J.*, dans *Témoignage - A.C.O.*, n° 439, octobre-novembre 1997, p. 2.

tournable. En tenant davantage compte de cette situation, l'apostolat des laïcs devient finalement plus conforme à l'esprit du Concile Vatican II attaché à la pluralité apostolique.

B-8950 Nieuwkerke
Markt, 16

Ludovic LALOUX
Chargé de cours
Université de Lille III

Sommaire. — Sur le plan institutionnel, l'interprétation restrictive du décret du Concile Vatican II sur l'apostolat des laïcs favorise les mouvements d'Action catholique. Ces derniers n'en constituent pas moins l'essentiel des organismes frappés par une succession de crises en raison d'orientations politiques ou idéologiques marquées. Une désaffection sensible les frappe. Au cours des années 1970, des signes de renouveau spirituel apparaissent hors des structures établies. Même si cette vitalité nouvelle est parfois plus qualitative que quantitative, elle est de plus en plus indéniable comme l'atteste le succès des Journées mondiales de la jeunesse.

Summary. — One would have thought that a restrictive interpretation of the decree of Vatican II on the lay apostolate would favour the movements of Catholic Action from an institutional point of view. And yet it is these movements that seem to be the most affected by a series of crises caused by their political or ideological orientation. They experience considerable disaffection. On the other hand, the 1970s have witnessed signs of a spiritual renewal outside the established structures. Although this renewal sometimes appears more qualitative than quantitative, the succes of the recent *Journées mondiales de la jeunesse* has shown its indeniable vitality.